



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste  
PIC de  
Lille

le 30 octobre 2023

## À GAZA, C'EST L'HUMANITÉ QU'ON ASSASSINE !

Depuis le week-end dernier, l'armée israélienne a franchi un cap dans la barbarie et mène désormais ses incursions militaires terrestres dans la bande de Gaza, tout en amplifiant les bombardements. Les habitations ne sont plus que ruines et des milliers de civils sont morts ou sous les décombres. Les frappes ont touché des villes bien plus au sud, là où, avec un énorme cynisme, les responsables de l'armée israélienne ont ordonné à la population d'aller se réfugier. Car les dirigeants israéliens ne combattent pas seulement le Hamas. Ils veulent terroriser toute la population palestinienne pour, si leur guerre réussit à abattre le Hamas, tuer dans l'œuf toute velléité de s'organiser par elle-même. Comme tous les dirigeants impérialistes, ils prétendent attaquer des régimes, mais c'est la population qu'ils massacrent.

### L'impérialisme, complice des crimes de guerre de l'État israélien

Après 24 heures de ces frappes massives sur Gaza, le Premier ministre Netanyahu a déclaré : « Nous ne sommes qu'au début de l'opération. » Et il a aussitôt mis en avant le soutien international dont il bénéficie, citant notamment les gouvernements américain, français, britannique et allemand.

Le carnage perpétré à Gaza se fait en effet avec leur bénédiction : **Macron comme Biden ont aussi du sang sur les mains et se font les fidèles alliés de ce qui rentre dans une logique de nettoyage ethnique.**

### Un mouvement de solidarité internationale que Darmanin veut étouffer en France !

Samedi 28 octobre, la manifestation prévue à Paris a de nouveau été interdite par la préfecture sous prétexte d'apologie du terrorisme ou d'antisémitisme. Mais la solidarité avec les Palestiniens, dont beaucoup ont vécu dans leur chair la dictature du Hamas, n'est pas un soutien à ce pouvoir. De même que la dénonciation de la politique coloniale sioniste n'est pas de l'antisémitisme. Des milliers de travailleurs, jeunes, familles, sont descendus à nouveau dans la rue partout en France ce week-end. Malgré les amendes, la nasse des manifestants à Paris ou encore les heures de garde-à-vue de la représentante de l'Association France-Palestine à Nîmes, Nicole Ziani. Ils ont mêlé leurs voix à toutes celles qui, de Londres à New-York en passant par la Nouvelle-Zélande, la Turquie ou l'Indonésie, ont exprimé leur indignation et leur rage face au massacre perpétré à Gaza.

En Israël aussi, des voix s'élèvent pour dénoncer la politique va-t-en-guerre du gouvernement qui voudrait faire oublier la contestation massive dont il a été la cible pendant des mois.

### Se regrouper, se mobiliser contre le massacre à Gaza, contre la colonisation !

Le peuple de Palestine ne trouvera son salut ni grâce aux puissances impérialistes, ni à travers des organisations comme le Hamas qui n'a en rien fait la démonstration d'un projet émancipateur depuis qu'il dirige la bande de Gaza, bien au contraire ! **Une grosse partie de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Son sort résonne à cette heure dans le cœur des travailleurs d'Algérie, du Liban, comme ici en France.** Cette lutte pour faire cesser les bombardements et l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza va de pair avec le combat anticolonialiste contre l'État d'Israël.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut nous organiser pour construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu là-bas et la politique guerrière et antisociale des gouvernements des États impérialistes qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, et à nouveau à Paris samedi 4 novembre, nous serons nombreux et nombreuses à manifester notre soutien au peuple palestinien ! **Halte au massacre à Gaza ! On ne nous empêchera pas d'exprimer notre solidarité internationale de travailleuses et travailleurs !**

## De vous à nous

Le désormais traditionnel sondage de satisfaction des postiers est de retour. La direction nationale a encore noyé le poisson dans des dizaines de questions plus ou moins compréhensibles. Pourtant, la réponse à toutes ces questions est simple : « nos salaires sont trop bas pour vivre et nous manquons de personnel pour travailler correctement ». Seule satisfaction à ce sondage bidon : les 10 minutes de pauses pour le remplir.

## RAP ou pas RAP, on reste unis

Le mécanisme des RAPs vise à nous diviser. Tout est fait pour instaurer une sale ambiance pendant 3 mois. **En nous sous-payant, la direction nous impose cette compétition malsaine en jouant sur le fait que nous sommes nombreux à être à 10 ou 20 euros près à la fin du mois.** La meilleure réponse qu'on peut lui faire, c'est de se respecter entre collègues. Que nous ayons choisi ou pas de postuler à une RAP, mettons en avant ce qui nous rassemble et en premier lieu la lutte contre le salaire misérable qu'on nous verse à la fin du mois.

## Docteur Maboule

Depuis près de six mois, il n'y a plus de médecin du travail à la PIC. **Pour nos démarches et pour consulter la médecine du travail, il faut se déplacer à plus de 50 kilomètres de l'usine.** Si l'entreprise rembourse les frais de déplacement, il faut trouver le temps de faire la réclamation et solliciter le responsable d'équipe. Une perte de temps pour tous, qui a de quoi nous rendre maboule !

## Abracadabra

Le gouvernement de Macron avait promis à tous les fonctionnaires une prime de 800 euros. Annonce qui n'est pas passée inaperçue, notamment parmi les collègues fonctionnaires qui espéraient la toucher. La Poste n'a pas démenti cet espoir, bien contente de nous faire patienter avec cette carotte, faute de discuter de nos salaires. Mais abracadabra, ces magiciens de là-haut ne font pas sortir de lapins de leur chapeau... En revanche, ils font disparaître les carottes ! Car on l'a appris récemment, certains fonctionnaires, dont possiblement ceux de La Poste ne toucheraient pas la prime en question. Les belles promesses ne coûtent pas cher !

## Pas besoin d'Halloween pour se faire peur

La PIC a lancé un concours pour Halloween, en invitant les postiers à se prendre en photo déguisés. Si La Poste veut se faire une frayeur, on peut aussi lui envoyer une photo de notre compte en banque à la fin du mois ! **Ou nous photographier quand on regarde notre fiche de paie.** En général, on tire une tête effrayante !

## C'est pas net

Depuis le mois de juillet, une nouvelle ligne s'est ajoutée sur nos fiches paie. Celle du « montant net social », qui correspond au revenu net après déduction des prélèvements sociaux. C'est maintenant ce montant qui sert de base à la CAF pour calculer les aides auxquelles nous sommes éligibles. Et comme il comptabilise des avantages auparavant absents du net à payer (tickets restaurants, contribution employeur pour la prévoyance, etc...), ces aides sont recalculés... et diminuées, voire supprimées ! **Pour 20 % des salariés en France, cette mesure entraîne une baisse directe de leurs revenus. Belle manœuvre du gouvernement pour baisser nos allocations** (qui d'ailleurs n'existent que parce que nos salaires sont trop faibles). Le tout en toute discrétion.

## Tous ensemble !

Une dizaine de postiers qui travaille à la PIC pour Lille Moulins ont débrayé mercredi matin dernier. Alors que leur service va bientôt être rattaché à la PIC, ces collègues ont voulu se faire entendre de la direction, et défendre leurs conditions de travail et leurs revenus face au changement qui les attendent. Et ils ont bien raison ! **Face à une direction qui reste sourde à nos préoccupations, l'action collective est le meilleur moyen d'être entendu.**

## On connaît la chanson

Face au manque d'effectif, tous les chefs donnent de la voix et s'accordent sur le même air : « Personne ne veut être embauché ». On commence à connaître la chanson ! Là-haut ils assurent qu'ils ne trouvent pas à embaucher. Mais autour de nous des collègues, intérimaires et CDD, nous disent le contraire. Leur chansonnette commence à sonner un peu faux.

## Macron nous réprime et nous fait banquer

Selon Rémy Buisine, journaliste de Brut, lors de la manifestation en soutien au peuple palestinien samedi 28 octobre à Paris, les forces de l'ordre ont verbalisé 1 437 personnes pour « participation à une manifestation interdite », un délit créé en 2019 pour contrer les manifestations des Gilets jaunes. À raison de 135 euros par personne, cela fait un gain de 200 000 euros pour l'État français. **Dans le capitalisme, même la privation de liberté est source de profits.**

### Toutes nos publications sur

site : [nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)

Youtube : [@Revolutionnaires\\_journal](https://www.youtube.com/@Revolutionnaires_journal)

Twitter : [@NPA\\_NouParAnti](https://twitter.com/NPA_NouParAnti)

Instagram : [@npanouveaupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveaupartianticapitaliste)